



Passerelles Synthèse

Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 13· Numéro 2, 21 février 2012

| | |
|---|-----------|
| LIGNE DE FOND..... | 1 |
| Commerce intra-africain: le nouveau défi de l'Union Africaine..... | 1 |
| Lourdeur administrative et barrières au commerce : quand l'Afrique perd des milliards.. | 3 |
| NOUVELLES DE L'OMC..... | 5 |
| Restrictions chinoises et matières premières : illégalité confirmée | 5 |
| SUR LE FIL..... | 8 |
| Davos : appel pour un nouveau rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale | 8 |
| NOUVELLES REGIONALES | 9 |
| Coton : vers une baisse durable des prix en 2012 ? | 9 |
| EVÉNEMENTS..... | 10 |
| PUBLICATIONS | 10 |

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane Dieye, Responsable de Publication : Bathie Ciss Stagiaire : Alexandre Gomis

Equipe éditoriale d'ICTSD :

Editeur et Directeur: Ricardo Melendez-Ortiz ; Editeur en chef : A. Crosby, Gestion des publications : A. Aziz; Editrice en charge: K. Guddoy et assistant : S. Pelletier
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Commerce intra-africain: le nouveau défi de l'Union Africaine

La 18ème session ordinaire de l'Union africaine s'est terminée le lundi 30 janvier à Addis Abeba, après deux jours d'entretiens consacrés au renforcement du commerce intra-africain. Les participants ont souligné l'importance cruciale du commerce intra-africain ; un renforcement de l'intégration économique régionale permettrait en effet de réduire la pauvreté, de créer des emplois, de favoriser un développement économique durable et de mieux intégrer le continent dans l'économie mondiale. Un récent rapport de la Banque mondiale souligne d'ailleurs clairement le poids économique majeur que font peser sur l'Afrique les innombrables barrières commerciales ; selon la Banque mondiale, cette fragmentation régionale coûte chaque année des milliards de dollars au continent (voir article [Bridges Africa](#))

Conscients de cette situation, les dirigeants africains ont décidé, lors de cette dernière session ordinaire de l'Union Africaine, d'assurer la mise en place d'une zone de libre-échange à l'échelle du continent à l'horizon 2017. Un objectif que certains chefs d'Etat ont toutefois traité avec beaucoup de réserve ; à la lumière des graves défis qui entravent le développement du commerce intra-africain aujourd'hui, certains doutent en effet du réalisme d'un tel engagement.

La faiblesse du volume du commerce intra-africain reflète parfaitement le chemin qu'il reste à

parcourir : aujourd'hui, seulement 12% du commerce total en Afrique est intra-africain, alors que la part atteint 40% en Amérique du Nord et même 60% entre les pays européens.

L'impératif de l'infrastructure

Selon le premier ministre éthiopien Meles Zenawi, « le renforcement du commerce africain est une volonté que nous partageons à 100%, mais, il ne suffit pas d'ajouter une nouvelle couche institutionnelle à celle qui existe déjà pour régler nos difficultés à assurer des échanges commerciaux entre nous. » Il a ainsi plaidé pour des solutions réalistes pour faire face aux difficultés du commerce intra-africain, appelant notamment à résoudre les problèmes centraux, tels que la faiblesse des infrastructures transnationales ou le manque de financement des échanges commerciaux. Zenawi s'est notamment réjoui de l'avancement de certains projets d'infrastructure, tels que la construction de route entre l'Éthiopie et le Kenya, la mise en place d'une interconnexion électrique entre Djibouti et l'Éthiopie et la connexion ferroviaire entre le Kenya et l'Éthiopie. « C'est à travers des projets concrets d'intégration régionale comme ceux-là que nous allons renforcer le commerce intra-africain », a-t-il conclu.

Dans cette perspective le chef d'État sud-africain, Jacob Zuma, n'a pas manqué de présenter à ses homologues du Comité d'orientation du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) un état des lieux de l'Initiative présidentielle pour la promotion des infrastructures (IPPI) qui comprend sept projets régionaux d'infrastructures. Lancée par l'Union africaine et l'Agence de planification et de coordination du (APCN), l'IPPI prévoit, notamment, la construction d'une autoroute transsaharienne reliant, sur une longueur de près de 8.715 km, Dakar à Djibouti en passant par le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Cameroun, le Tchad, le Soudan, l'Éthiopie et Djibouti. L'Initiative envisage

également la construction du tronçon routier entre Assamaka, en Algérie, et Arlit, au Niger, ainsi que la pose d'un câble de fibre optique terrestre entre le Nigeria et l'Algérie. Il a également présenté à ses pairs le plan à moyen et long termes de renforcement de l'intégration régionale au niveau de la communauté d'Afrique de l'Est (EAC), prévoyant, notamment, une plus grande fluidité dans la circulation des biens et des personnes, qui selon lui est la seule voie possible pour le renforcement du commerce intra-africain.

L'Algérie, par la voie de son représentant, a également souligné la volonté de son pays de renforcer ses relations économiques et commerciales avec les autres pays africain ; M. Ahmed Ouyahia a ainsi, après avoir déploré le manque d'infrastructures dans les pays africains, qui entrave l'investissement, la production et la concurrence, a soutenu le plan commun de développement du commerce intra-africain proposé par de l'UA et du NEPAD en vue d'accélérer la mise en place de réseaux régionaux de transport et de communication.

Pour sa part, le président tanzanien Jakaya Kikwete a expliqué que l'avenir de cette zone de libre-échange continentale repose sur la mise en place d'un marché commun ouvert sur l'ensemble du continent, du Caire jusqu'au Cap. Selon Obiageli Ezekwesili, vice-président de la Banque mondiale, si le continent parvient à réaliser ses objectifs de relance du commerce intra-africain, l'impact négatif de la crise de la zone euro sur la croissance économique de l'Afrique pourrait être atténué.

La Chine décidée à soutenir l'intégration africaine

Jia Qinglin, président du comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, a saisi l'occasion de sa présence lors du sommet pour saluer la pertinence du thème soulevé par les membres de l'UA, qui selon lui revêt une importance particulière dans le cadre d'une situation économique mondiale complexe et

difficile. « Une intégration économique régionale renforcée aidera l'Afrique à mieux affronter les risques économiques extérieurs. Nous espérons du fond du cœur que ce Sommet aboutira à des résultats positifs sur ce sujet, » a-t-il déclaré. Il a ainsi appelé l'UA et les pays africains à prendre des engagements forts en faveur de l'intégration africaine et de la construction d'infrastructures transnationales et interrégionales en Afrique.

Lamy plaide pour plus d'ouverture

Invité à ce 18^{ème} sommet, le Directeur-général de l'OMC Pascal Lamy a réaffirmé la disponibilité de l'organisation à apporter son aide à l'Afrique dans sa volonté de faire du commerce intra-africain une priorité, accompagnant la croissance et le développement. Il s'est également appliqué à dresser la liste des défis qui font face à la réalisation de cet objectif.

D'abord, si les droits de douane ont fait figure selon lui de principaux obstacles durant la dernière décennie, ce sont désormais les barrières cachées que les producteurs doivent franchir s'ils veulent écouler leurs produits ; procédures aux frontières, lourdeurs bureaucratiques, chevauchements des prescriptions juridiques et réglementaires et niveau excessif des frais sont autant d'obstacles non-tarifaires qui doivent être réglés. Selon Pascal Lamy, « les négociations sur la facilitation des échanges menées à l'OMC, par exemple, pourraient permettre de débloquer des millions de dollars en recettes perdues, tout en luttant en même temps contre la corruption et l'imprévisibilité des procédures à la frontière. »

Lamy a lui aussi soulevé et mis en lumière le problème central des infrastructures. « Faute de moyens efficaces de transport et de stockage et de systèmes performants d'irrigation et de production d'énergie, il est hautement improbable que les réformes réglementaires ait un effet, » a-t-il déclaré.

D'autant plus que Lamy estime que le potentiel de ressources humaines offert par l'Afrique, aussi

bien au niveau de la production que de la consommation, offre au continent un avantage comparatif essentiel dans le contexte commercial actuel. Lamy estime que si l'Afrique veut pouvoir exploiter ce potentiel dans sa totalité, il faut que le continent s'attaque de front aux obstacles qui l'empêchent de se libérer.

Il a invité les pays africains, et par ailleurs tous les pays membres de l'OMC, à éviter toute détérioration de l'environnement réglementaire mondial ainsi que toute montée du protectionnisme ; « ces deux éléments peuvent grandement compromettre les avantages d'un plan visant à stimuler le commerce intra-africain, » a-t-il rappelé. Un leadership fort, cohérent et durable au service de l'approfondissement des échanges intra-africains est absolument nécessaire, selon Lamy.

Sources : [L'Union africaine envisage un bloc commercial](#), Magharebia.com, 2 février 2012.

[Discours de Pascal Lamy au Sommet de l'Union Africain](#), OMC, 29 janvier 2012

[African Union Aims for Continental Free Trade Area by 2017](#), Bridges Weekly, Vol. 16, No. 4, 1er février 2012

Lourdeur administrative et barrières au commerce : quand l'Afrique perd des milliards

La Banque mondiale, dans un rapport publié récemment sous le titre « De- Fragmenting Africa: Deepening Regional Trade Integration in Goods and Services », a soulevé que les trop grands obstacles au commerce entre pays africains leur coûtent des milliards de dollars de recettes potentielles. Ces obstacles privent le continent de nouvelles sources de croissance économique. Le rapport souligne que cette situation a amené l'Afrique à réaliser son intégration avec le reste du monde plus rapidement qu'avec elle-même.

Le commerce intra-africain compte actuellement pour 12% du commerce total, contre 60% pour l'Europe, 40% pour l'Amérique du Nord et 30% pour l'ASEAN, selon les statistiques citées par l'OMC.

Si, en règle générale, les droits de douane se sont vus allégés au sein des communautés régionales, de nombreux obstacles non-tarifaires et réglementaires sont venus augmenter les coûts de transactions et restreindre la circulation transfrontière des biens, des services, des personnes et des capitaux. Cinq types d'obstacles au commerce sont analysés dans le rapport : l'inefficacité des transports, des douanes et de la logistique, la complexité des arrangements financiers, le caractère restrictif de la règle d'origine, le manque de réglementations et de normes efficaces, et la lourdeur des procédures administratives. Fournissant un exemple frappant des charges administratives qui pèsent sur les entreprises, le rapport explique qu'une chaîne de supermarchés sud-africaine est obligée de dépenser 20.000 dollars US par semaine pour obtenir des permis d'importation afin de distribuer ses produits à ses magasins en Zambie et doit fournir près de 1600 documents pour obtenir les autorisations nécessaires à faire traverser la frontière régionale à un camion. Le rapport décrit également les risques auxquels s'exposent les commerçants transfrontaliers "informels", en particulier les femmes qui transportent des produits agricoles et qui sont régulièrement confrontées à la violence, à la demande de bakchichs et au harcèlement sexuel. Une simplification des procédures et un abaissement des coûts pourraient aider à l'intégration du commerce informel florissant dans l'économie formelle.

Libérer le potentiel du commerce transfrontalier

Selon le rapport, les dirigeants africains doivent procéder de manière urgente à des changements dans ces trois domaines cruciaux, en améliorant le

commerce transfrontalier, en supprimant une gamme d'obstacles non-tarifaires au commerce et en réformant les réglementations, ainsi que les règles sur l'immigration. Au vu de l'aggravation de la crise dans la zone euro, qui pourrait faire perdre jusqu'à 1,3% de croissance du PIB en Afrique, la Banque mondiale avertit qu'une intégration régionale effective revêt actuellement une importance toute particulière.

Le rapport souligne également la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique grâce à la facilitation de la circulation des produits alimentaires des pays excédentaires vers les pays déficitaires. En encourageant le commerce transfrontalier en Afrique, il y a également un potentiel important de développement de chaînes de production régionales, du type de celles existant en Asie de l'Est. Avec l'essor futur d'une classe moyenne en Afrique, il y aura une augmentation de la demande des consommateurs, ce qui aura pour effet de rehausser le potentiel d'expansion du commerce intra-africain.

Afin de rendre plus efficaces les échanges transfrontaliers, le rapport appelle notamment à la simplification des procédures à la frontière, à la réduction du nombre d'agences à la frontière, au renforcement du professionnalisme des agents, à l'amélioration du flux d'informations sur les opportunités du marché, et à faciliter l'accès au financement.

Les limites des AP dans la réforme des services

La Banque mondiale encourage également la libéralisation du commerce des services, qui pourrait contribuer à la diversification des exportations africaines, au développement humain et à la hausse de la productivité industrielle. Concernant les accords de partenariat économique, Paul Brenton – auteur principal du rapport – remet en cause l'efficacité de tels accords commerciaux préférentiels pour la réforme du secteur des services en Afrique. "Pour des pays disposant d'une capacité limitée à

négocier et à réglementer les services, se concentrer sur les secteurs prioritaires des services (...) est susceptible d'être plus efficace qu'un accord commercial préférentiel large mais superficiel dont les négociations s'effectuent pour l'ensemble des secteurs et des modes d'approvisionnement," déclare le rapport. Allant dans le même sens, des observateurs ont d'ailleurs souligné que si les gouvernements africains devaient signer des accords commerciaux individuels avec l'UE, les efforts fournis par l'ensemble de la région en vue de l'intégration pourraient être vains.

Les objectifs sont fixés, mais quid de leur mise en place ?

Ce rapport a été publié quelques semaines après le sommet de l'Union africaine de janvier 2012, dont le thème était "Promotion du commerce intra-africain" et qui mettait l'accent sur l'importance croissante du commerce régional dans l'agenda africain de développement économique. Cependant, la déclaration approuvée par les chefs d'Etat, qui prévoit l'établissement d'une zone continentale de libre-échange d'ici 2014 et appelle à l'intensification des échanges au sein de la région d'au moins 25-30% au cours de la prochaine décennie, est un document essentiellement politique, sans mécanismes de mise en oeuvre contraignants. Le commerce intra-africain reste donc une question importante, mais non résolue. Une vidéo réalisée pour le rapport conclut que la mise en oeuvre de ces changements nécessiterait une large collaboration entre les pays et les institutions régionales; et, de manière plus importante encore, cette mise en oeuvre nécessiterait un gros effort de la part des dirigeants africains pour prendre des mesures visant à réduire les coûts et à "[laisser l'Afrique commercer avec l'Afrique](#)".

Source :

[Red tape and trade barriers costing Africa billions](#), Bridges Africa News Stream, 8 février 2012

NOUVELLES DE L'OMC

Restrictions chinoises et matières premières : illégalité confirmée

Dans un différend très discuté concernant l'accès aux ressources naturelles, l'organe d'appel de l'OMC a confirmé que la Chine violait tant le droit de l'OMC que son propre protocole d'accession en imposant des restrictions sur l'exportation de neuf matières premières ([DS394](#), [395](#), [398](#)).

Faisant appel d'une décision de juillet 2011 (voir [Bridges Weekly](#), 6 juillet 2011), la Chine avait contesté les conclusions du groupe spécial selon lesquelles les restrictions à l'exportation imposées par Pékin ne pouvaient être justifiées comme des mesures de conservation des ressources ou de protection de l'environnement, ou comme moyen de gérer des pénuries critiques en matière d'approvisionnement.

Si l'on s'attendait à un jugement favorable aux plaignants - Etats-Unis, UE et Mexique - la décision apporte certaines clarifications qui pourraient faire jurisprudence pour le règlement des futurs différends.

Pékin a établi un système de droits et de contingents d'exportation pour un certain nombre de matière première, dont le charbon, le zinc et la bauxite, ainsi que pour certaines d'entre-elles disponibles uniquement en Chine. La hausse des prix à l'exportation et l'approvisionnement limité qui en ont résulté ont des effets sur les industries étrangères de l'acier, de l'aluminium et des produits chimiques, ainsi que sur leurs clients en aval.

Selon les [estimations](#) de l'UE, les prix à l'exportation chinois sont de 50 à 100% plus élevés que les prix intérieurs, affectant ainsi quatre pour cent de l'activité industrielle de l'UE et près de 500.000 emplois européens.

« Cette décision finale est un grand succès qui couronne les efforts que nous avons fournis pour

garantir un accès équitable à des matières premières qui font cruellement défaut à l'industrie européenne, » a fait savoir le commissaire européen au commerce, Karel de Gucht dans une déclaration. « Elle envoie un signal clair que de telles mesures ne peuvent servir d'outils protectionnistes pour stimuler l'industrie intérieure au dépens de la concurrence étrangère, » a-t-il ajouté.

Le représentant américain au commerce, Ron Kirk, s'est également réjoui de la décision qu'il a qualifiée de « formidable victoire ».

« La décision de ce jour garantit que les principales industries manufacturières de ce pays obtiennent les matériaux dont ils ont besoin pour produire et affronter la concurrence sur un pied d'égalité, » a-t-il déclaré.

L'épuisement des ressources naturelles n'est pas dans une situation critique et ne peut servir de justification

Alors que les parties plaignantes qualifiaient les restrictions de mesures protectionnistes, la Chine avait fait valoir qu'elles étaient nécessaires pour sauvegarder des ressources limitées et garantir l'approvisionnement intérieur, certaines de ces ressources étant confrontées à l'épuisement dans un proche avenir. L'organe d'appel a confirmé la décision du groupe spécial, en rejetant de telles justifications.

A un moment où les pays en développement riches en ressources sont de plus en plus soucieux de préserver celles-ci pour la production intérieure, l'UE, les Etats-Unis et d'autres membres de l'OMC avaient anxieusement demandé des éclaircissements sur cette question à l'arbitre du commerce global.

En évaluant cette préoccupation, la plus haute cour de l'OMC a, pour la toute première fois de son histoire, abordé la question des règles de l'OMC sur les restrictions à l'exportation adoptées dans le but de gérer des situations critiques de pénurie de produits essentiels.

L'article XI 2(a) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de l'OMC, qui prévoit que l'interdiction générale des restrictions quantitatives, y compris les interdictions et les contingents, ne devrait pas être appliquée lorsque de telles restrictions sont mises en place temporairement pour prévenir une situation critique due à une pénurie de produits alimentaires ou d'autres produits essentiels, ou pour remédier à cette situation.

La relation entre cette disposition et une autre section du GATT, l'article XX – qui établit un certain nombre de justifications à des mesures normalement illégales, sur la base d'objectifs de politique publique plus larges tels que la santé ou la conservation des ressources – a été particulièrement contestée car la Chine a fait valoir que l'épuisement prévisible des ressources épuisables était en effet une situation critique de pénurie.

Contrairement à l'article XX(g) sur les mesures de conservation des ressources, l'article XI 2(a) n'exige pas que des mesures externes soient liées à des restrictions sur la production et la consommation intérieures.

Durant la procédure, la Chine a fait valoir que l'exception au titre de l'article XI 2(a) devrait également s'appliquer aux mesures préventives à long terme. L'organe d'appel avait toutefois émis un avis contraire, en estimant que l'article XI 2(a) « ne s'applique que provisoirement, pour remédier à des conditions extraordinaires afin de combler un besoin passager. »

L'organe d'appel a notamment estimé que « si une mesure était imposée pour prendre en compte une réserve limitée d'une ressource naturelle non-renouvelable, cette mesure serait alors imposée jusqu'à épuisement total de la ressource. » Dans ce scénario, une restriction à l'exportation ne pourrait ni prévenir une pénurie, ni y remédier.

Ce verdict, qui estime que tout effort de conservation des ressources ne justifie pas

l'imposition de restrictions à l'exportation aux fins de l'article XI 2(a), est susceptible d'influer sur la structure des échanges mondiaux de matières premières essentielles dans la décennie à venir. Ceci est particulièrement vrai pour le commerce de terres rares, particulièrement précieuses ; cette question est un sujet qui a suscité des débats houleux entre la Chine et ses partenaires commerciaux.

De Gucht a d'ores et déjà appelé la Chine à « mettre l'ensemble de son régime d'exportation en conformité avec les règles de l'OMC, y compris pour les terres rares. »

L'article XX n'est pas une option de repli

Une autre question dont l'organe d'appel a été saisi portait sur l'applicabilité de l'article XX à des plaintes fondées sur le paragraphe 11.3 du protocole d'accession de la Chine, qui oblige ce pays à éliminer tous ses droits à l'exportation. Le groupe spécial de règlement des différends avait réfuté l'applicabilité de l'article, une décision à présent confirmée par l'organe d'appel.

Selon lui, du fait que le paragraphe en question ne traitait pas de l'article XX de manière spécifique, il n'y avait pas de fondement pour l'application de cet article. « S'il y avait eu l'intention commune de prévoir un accès à l'article XX, un libellé à cet effet aurait été inclus dans le paragraphe 11.3 ou dans une autre partie du protocole d'accession de la Chine, » ont noté les juges.

Le point de savoir si l'article XX est utilisable ou non pour justifier des plaintes formulées au titre d'accords autres que le GATT fait depuis longtemps l'objet de débats parmi les observateurs du commerce.

Beaucoup plaident en faveur du recours à l'article XX comme « option de repli » générale pour résoudre des questions qui se trouvent à l'intersection de l'environnement et du commerce pour de tels motifs, plutôt que de recourir de manière parcellaire à des dispositions particulière du droit de l'OMC. Cette question revêt une

importance particulière pour les pays ayant récemment accédé à l'organisation, et qui ont souscrit à des engagements OMC+ dans leurs protocoles d'accession.

Alors que l'organe d'appel avait pris soin de restreindre son analyse au différend en cause, au lieu de statuer de manière générale sur l'applicabilité de l'article XX, la décision donne indication importante sur le règlement des différends à venir. Ceci est notamment vrai pour le différend en cours concernant le tarif de rachat pour l'énergie renouvelable de la province canadienne de l'Ontario et sa compatibilité avec l'accord sur les subventions de l'OMC.

Pour les pays qui accèdent à l'OMC, cette décision signifie que ceux-ci devront s'assurer de la mention de l'article XX dans toutes les dispositions qui doivent selon eux être couvertes par les justifications découlant de l'article pour des mesures prises dans l'intérêt de l'environnement, de la conservation des ressources, de la santé humaine ou de la moralité publique. Ce qui est une tâche monumentale.

L'alternative serait d'incorporer l'article XX comme clause générale dans les protocoles d'accession. Une question qui pourrait être difficile à négocier.

Faisant référence à ces difficultés, Pékin a déclaré: « La Chine estime que les règles de l'OMC, au moment de la libéralisation des échanges, permettent à un membre de prendre les mesures nécessaires pour réaliser ses objectifs, telles que la protection des ressources épuisables et de l'environnement. Il y aurait lieu de trouver une solution en équilibrant différents objectifs politiques. »

Prochaines étapes

Les rapports du groupe spécial et de l'organe d'appel seront présentés à l'organe de règlement des différends en vue de leur adoption formelle dans un délai de trente jours.

Source :

[WTO Appellate Body: China Raw Material Export Restrictions Illegal](#), Bridges Weekly, Vol. 16, No. 4, 1er février 2012

SUR LE FIL

Davos : appel pour un nouveau rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale

Alors que la crise de la zone euro s'est trouvée au centre de toutes les attentions durant le World Economic Forum de Davos cette année, qui avait pour thème « La grande transformation : vers l'élaboration de nouveaux modèles », de nombreux participants semblaient voir l'Afrique comme le nouveau pôle de croissance lors de la session sur l'Afrique, tenue le 26 janvier.

Gordon Brown, l'ancien premier ministre britannique présidant cette session des dirigeants africains, a, dans son introduction, repris une question qui avait été posée par Ngozi Okonjo-Iweala, ancienne Directrice générale de la Banque mondiale et présente dans le public durant la session. « Quelle économie pesant mille milliards de dollars a enregistré, au cours de la dernière décennie, une croissance plus rapide que celle de l'Inde et qui, au cours des dix prochaines années, devrait enregistrer une croissance plus rapide que celle du Brésil ? » a-t-il demandé, avant de répondre lui-même : « bien sûr, c'est l'Afrique subsaharienne. » Cette session, intitulée « L'Afrique, de la transition à la transformation » comptait la présence de plusieurs dirigeants africains, tels que les présidents sud-africain (Jacob Zuma), guinéen (Alpha Condé) et tanzanien (Jakaya Kikwete), ou les premiers ministres kenyan (Raila Odinga) et éthiopien (Meles Zenawi). Ce rassemblement était une occasion pour ces dirigeants de revenir sur la question du rôle et de la place de l'Afrique dans l'économie mondiale. Ils

ont tour à tour passé en revue les perspectives d'avenir du continent africain dans l'espace économique mondial.

Le président sud-africain, Jacob Zuma, qui a ouvert la série d'interventions, a mis l'accent sur la nécessité de développer des « infrastructures massives » afin de soutenir la croissance.

Meles Zenawi, premier ministre éthiopien, pense que l'Afrique sera le prochain « pôle de croissance » de l'économie mondiale et que le continent se trouve dans la même position que l'Inde du début des années 90, juste avant sa croissance économique rapide. Selon lui, la délocalisation de la manufacture à forte intensité de main-d'œuvre de l'Asie devrait profiter à l'Afrique, et la diversification de l'économie, accompagnée d'investissements accrus dans l'agriculture, mènera à une croissance à long terme.

Raila Odinga, premier ministre kenyan, a quant à lui souligné l'importance pour le continent de développer des échanges intra-africains plus viables.

Pour Jakaya Kikwete, président tanzanien, l'Afrique « démarre à des niveaux de développement très bas. » Selon lui, il faut mener urgemment des politiques économiques saines afin d'assurer la stabilité macroéconomique ; investir davantage dans l'éducation, à tous les niveaux ; transformer la place de l'agriculture là où les populations « vivent de la main à la bouche » ; et développer les infrastructures et le secteur manufacturier. « La conclusion rapide du programme de Doha pour le développement est cruciale. »

Parlant du programme de marché commun et de marché unique, Meles Zenawi a souligné que l'intégration commerciale et économique régionale a été entravée par la structure des économies qui sont fortement liées à des partenaires extérieurs tels que l'Europe ou l'Asie, plutôt qu'à des pays africains.

Dans sa conclusion, Brown a déclaré qu'il était clair que le continent, qui affiche la croissance la plus rapide au monde, est déterminé (...) à s'attaquer aux problèmes d'infrastructures, de coopération régionale, de corruption, de transparence et d'utilisation de l'énergie, et à travailler avec le reste du monde. »

Source:

[African leaders call for continent's new role in the global economy at Davos](#), Bridges Africa News Stream, 30 janvier 2012

NOUVELLES REGIONALES

Coton : vers une baisse durable des prix en 2012 ?

Les prix du coton pourraient connaître une importante baisse au cours de l'année 2012. A en croire certaines organisations, la baisse du prix de cette denrée observée durant le dernier trimestre de 2011 se prolongera tout au long de l'année 2012.

Ainsi, certains organismes ont estimé que le coton a été la denrée agricole la moins performante en 2011. Le site d'information agrimoney.com a par exemple observé qu'après un quasi-doublement des prix en 2010, les prix du coton ont culminé à 227 cents US/livre en mars 2011, avant de perdre 37 % de leur valeur en fin d'année.

Les analystes de la Commerzbank sont arrivés aux mêmes conclusions et vont plus loin en estimant qu'un retour aux prix de mars 2011 n'est pas envisageable. Les analystes de Morgan Stanley leur emboîtent le pas en affirmant que les prix du coton connaîtront de fortes pressions durant le premier semestre 2012.

Comment expliquer cette baisse ?

Selon le Conseil consultatif international sur le coton (ICAC), cette tendance à la baisse des prix du coton s'explique d'abord par une augmentation

de 8 % de la production mondiale (à 26,8 millions de tonnes), alors même que la chute de la consommation mondiale de coton s'élève à 2 % (à 23,9 millions de tonnes).

L'utilisation croissante de la fibre synthétique en Chine participe pour une part importante à cette baisse de la demande.

Une telle situation devrait inspirer une réaction vigoureuse des pays membres de l'OMC pour enfin trouver une solution « spécifique, rapide et ambitieuse » pour le coton. En ce sens, les pays du groupe C4 ont présenté à l'OMC une proposition de statu quo. Une telle proposition consisterait en une baisse des subventions américaines et européennes en attendant une solution définitive soit trouvée.

Farm bill 2012 face au congrès US : un mince espoir ?

Compte tenu de la nécessité pour les États-Unis de procéder à des coupes budgétaires, le budget prévisionnel américain pour 2012-2016 devant être allégé de \$23 milliards par rapport à celui de 2008/12 (\$265 milliards au total), la réduction des financements se concrétisera notamment dans le soutien aux produits agricoles et dans la protection et la sécurité des agriculteurs.

Pour pallier à cette future baisse des fonds alloués aux producteurs de coton, le National Cotton Council of America (NCC) propose que, dans le cadre du réaménagement, les efforts portent sur l'accès à un filet de sécurité plus efficace. Ainsi, il insiste sur la gestion des risques avec le renforcement des assurances récoltes.

Quant à l'UE, même si elle accepte le principe de la proposition des pays du C4, elle envisage de renforcer les aspects liés au « filet de sécurité » de la Politique Agricole Commune. Ce renforcement consisterait à laisser la possibilité aux états membres de prendre ou conserver des mesures de soutien dans certaines régions sensibles ou dans le cas de développements inhabituels du marché.

Sources:

[Tendances à court terme du marché mondial du coton](#), CTA Agritrade, 6 février 2012

[Cotton prices - are they in for another trouncing in 2012?](#), Agrimoney.com, 4 janvier 2012

[Cotton and Wool Outlook](#), Thecropsite.com, décembre 2011

PUBLICATIONS

Banque Mondiale, [Rapport mondiale sur le développement : genre égalité et développement](#)

OIT, [Global Employment Trends 2012: Preventing a deeper jobs crisis](#)

OMC, [Profils tarifaires dans le monde 2011](#)

EVÉNEMENTS

OMC

21-23 février, Organe d'examen des politiques commerciales, Turquie

Hors OMC

16-17 février, OCDE, [11^{ème} forum mondial sur la concurrence](#)

23-24 février, CNUCED, [Réunion](#) d'experts pluriannuelle sur les services, le développement et le commerce: aspects réglementaires et institutionnels

25-26 février, OCDE, Réunion des ministres des finances G20 et des gouverneurs de la Banque centrale